

BOUIRA

Des gardes communaux victimes du terrorisme livrés à eux-mêmes

Que dire de notre Algérie de «l'honneur et de la dignité» qui jette en pâture ses valeureux enfants qui ont bravé la peur et accepté le sacrifice afin que les citoyens que nous sommes vivions en paix et en sécurité ? Que dire de nos responsables qui laissent ces victimes livrées à leur sort, plongées dans un univers d'oubli et de misère ?

Des gardes communaux, valeureux, jeunes et intrépides, qui avaient pris leur courage entre leur main et décidé d'intégrer des sections de la garde communale en prenant les armes afin de défendre leurs concitoyens, à un moment où les recrutements pour ce genre de besogne relevaient d'une bravoure qui frisait la folie. Au total, ils sont 15 jeunes, aujourd'hui mariés pour la plupart, qui se sont retrouvés du jour au lendemain, durant les années de feu et de sang qu'a traversées le pays, handicapés à vie, amputés d'une jambe ou d'une main pour les uns, des deux jambes pour d'autres et infirmes pour quelques autres encore ; victimes d'explosions de bombes enfouies par les terroristes sur leur passage. Des victimes qui se sont retrouvées du jour au lendemain, handicapés à

vie pour avoir accepté de sauver la République et garantir la sécurité de leurs concitoyens. Ces gardes communaux, plutôt que d'avoir les honneurs de leur pays, ont eu la fâcheuse surprise de voir la délégation de wilaya de la garde communale prendre la décision d'arrêter leurs salaires et de cesser les contrats qui les liaient à cette institution.

Cela s'est passé en 2003 et depuis, les pauvres malheureux sont jetés en pâture. Depuis cette date, ils n'ont cessé de taper à toutes les portes afin d'avoir leurs droits mais... ils attendent toujours. Récemment, et après avoir interpellé le président de la République à travers la presse, en apprenant que leurs collègues des autres wilayas ont eu leurs droits avec les honneurs, un début d'espoir est né : le décret exécutif

n°99/47 du 13/02/1999 stipule que tous les agents de sécurité nationale qui ont subi des dégâts matériels suite à un acte terroriste ou un accident survenu dans le cadre de la lutte antiterroriste «doivent bénéficier d'une pension mensuelle calculée sur la base d'un indice référentiel utilisé par la Sécurité sociale dans le domaine des accidents de travail», et l'article 49 du même décret de désigner l'institution qui prend en charge cette pension, à savoir «l'organisme employeur, c'est-à-dire la délégation de wilaya de la garde communale». Plus loin, et toujours selon ce décret, l'article 51 stipule que «le salaire de la victime doit être maintenu au cas où il est procédé à son licenciement». Après avoir vu ce décret et ces articles, les responsables de la direction de wilaya de la garde communale ont procédé à l'annulation de la décision administrative n°329 du 02/12/2003 portant résiliation du contrat de travail de ces agents.

Après l'annulation de cette décision, les 15 gardes communaux concernés se sont dirigés vers le contrôleur financier de la

wilaya afin de voir comment leur situation allait être régularisée. Celui-ci leur dira qu'il lui suffit d'un accord même verbal de la part du directeur de la wilaya de la garde communale pour leur débloquent leurs salaires et éventuellement, les arriérés de salaire depuis 2003. Très contents de cette réponse, ils se sont vite déplacés vers le siège de la délégation pour voir le directeur mais ce dernier leur dira que le contrôleur financier est seul habilité à les payer et n'avait pas besoin de son accord.

Livrés entre ces deux directions, les pauvres malheureux ont envoyé une lettre au P/APW dans l'espoir de voir leur situation enfin réglée comme leurs collègues de Tizi-Ouzou, Médéa et Batna.

Pour notre part, nous avons essayé de voir le directeur de wilaya de la garde communale mais, après nous avoir reçu dans son bureau et une fois au courant de l'objet de notre présence, celui-ci nous dira qu'il ne pourra rien nous déclarer sans passer par le chargé de communication du wali. Sans commentaire !

Y. Y.

ORAN

Les chauffeurs de taxi réclament des conditions de travail plus stables

C'est dans une ambiance tendue que s'est tenue dimanche dernier une rencontre organisée par l'Union nationale algérienne des transports, présidée par son premier responsable et regroupant quelques chauffeurs de taxi, visiblement très en colère face à, disent-ils, «des conditions de travail qui perdurent dans la malaise face à des promesses non tenues».

Tous étaient unanimes à citer la difficulté qui consiste en la location de la licence du taxi auprès des ayants droit parmi les moudjahidines. «Le contrat n'est en fait qu'un bout de papier où les deux contractants signent en commun accord et légalisent le document au niveau de la mairie. Toutefois, les droits du chauffeur de taxi ne sont pas préservés, puisque le détenteur de la licence a la latitude de changer d'avis dès lors qu'il obtient une meilleure offre et se permet de vous retirer la licence.» Les chauffeurs de taxi estiment que leurs intérêts sont menacés par un tel contrat

et souhaitent qu'il soit établi auprès d'un notaire tout en précisant les droits et devoirs des deux parties. Autre préoccupation majeure relevée lors de cette rencontre, les dettes contractées auprès des impôts. Les intervenants souhaitent tout simplement une amnistie fiscale.

Du côté de la Casnos, le problème qui persiste concerne les pénalités de retard ainsi que la mise à jour des chauffeurs de taxi. Selon les déclarations de l'un d'eux qui cumule 12 ans dans le métier, il doit 25 millions de centimes aux impôts et 20 millions à la Casnos, ce qui constitue pour lui une grande entrave à son avenir dans le métier.

Ce fut également l'occasion pour les chauffeurs de taxi de soulever le problème de stationnement. A ce sujet, le SG du bureau national a affirmé : «Avant de délivrer les licences, il faut faire une étude sur les régions où celles-ci sont distribuées ainsi qu'une étude sur les

zones de stationnement. Il est également nécessaire de renouveler les lois relatives aux transporteurs, plus spécialement notre corporation, de même qu'il est utile d'établir un plan de transport qui permettra de recenser le nombre de taxis au niveau de chaque région, ainsi que la réactualisation des études de recensement tous les 5 ans». Il ajoutera qu'il est très important que le tarif de loyer des numéros de taxi soit fixe et uniforme au niveau du territoire national.

L'on saura qu'en vue de poursuivre le débat et surtout en sortir avec des solutions concrètes, il est prévu la tenue d'une rencontre dès la semaine prochaine à Alger. A l'issue de cette rencontre, les quelques chauffeurs de taxi ayant pris part à cet échange ont exprimé leur mécontentement et leur scepticisme quant à des solutions concrètes et rapides à toutes les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

A. B.

PREMIÈRE ÉDITION DU SALON DU VÉHICULE UTILITAIRE ET INDUSTRIEL DE L'OUEST

Une quarantaine de marques internationales y prendront part

C'est à partir de ce mois de mai que la Société maghrébine des expositions internationales, Somex International, compte organiser la première édition du Salon du véhicule utilitaire et industriel de l'Ouest à Oran qui aura lieu du 4 au 9 mai prochain au Palais des expositions d'Oran.

Cette édition sera consacrée au véhicule utilitaire et industriel et regroupera près de 40 marques internationales commercialisées en Algérie sur une surface totale de 7 000 m² de stands d'exposition. Face à une demande professionnelle importante de ce type de véhicules provenant de toute la région ouest et du sud-ouest de l'Algérie, les organisateurs ont estimé qu'une telle manifestation permettra aux visiteurs de s'enquérir des nouveautés, ce qui permettra l'équipement de nouvelles entreprises ou encore le renouvellement du parc roulant des entreprises déjà existantes.

En parallèle, une partie sera destinée au service après-vente, maintenance et pièces détachées d'origine. Lors de cette première édition, il est prévu une journée de sensibilisation sur le problème de la contrefaçon des pièces de rechange, une préoccupation qui suscite la contribution et la réflexion de tous, puisqu'il a été déjà prouvé que la contrefaçon constitue l'une des causes des accidents de la route, d'où la nécessité de lutter contre ce trafic qui cause non seulement des pertes financières mais surtout humaines.

A. B.

BATNA

Les forestiers montent au créneau

En application des recommandations du Syndicat national des forestiers et des assimilés (SNFA), les forestiers de toute la wilaya de Batna, Conservation, subdivision, Parc national du Bélézma et Institut de technologie forestière ont observé un sit-in devant la Conservation de Batna pour exprimer leur désapprobation et leur mécontentement, rejetant la classification temporaire qui remet en cause la spécialité du corps des forêts. Les cadres et travailleurs de ce secteur paramilitaire avec son réseau de transmission, sa tenue, ses grades et surtout la qualité d'agent de police judiciaire pour l'ensemble du corps technique et d'officiers de police judiciaire pour les officiers supérieurs et pas si loin son arme à feu (remise des armes en 1992) trouvent cette classification injuste, dévalorisante et réductrice incriminant l'auguste Fonction publique.

Les forestiers dont les missions vont de la surveillance des massifs à la lutte contre les incendies en été, avec un service permanent H24 et sept jours sur sept... lutte contre la désertification n'entendent pas baisser les bras devant cette injustice demandant l'application de l'avant-projet du statut particulier des forestiers proposé par la base et entériné par la direction générale des forêts. Ils ont retenu le principe d'un rassemblement national devant le siège de la Centrale syndicale UGTA dans les prochains jours avant une grève nationale comme action extrême si nécessaire.

Houadef Mohamed

TIARET

3 000 logements pour éradiquer l'habitat précaire

La wilaya de Tiaret vient de bénéficier d'un programme de 3 000 logements au titre de la stratégie adoptée en matière d'éradication de l'habitat précaire, un dossier qui semble peser de tout son poids pour les autorités, malgré les énormes efforts consentis qui se traduisent par l'attribution ces cinq dernières années d'un quota volumineux de logements tous types confondus. En effet, lors d'une opération de recensement des habitations vétustes et menacées d'effondrement ou encore celle qui souillent l'aspect urbanistique de la cité, les services de la direction de l'urbanisme et de la construction ont fait état jusque-là de 618 cas à travers 39 communes sur les 42 que compte la wilaya. Cela dit, une réunion est prévue prochainement pour justement procéder à la répartition de ce nouveau quota en fonction de la carte établie par les services concernés.

Baisse du prix de la viande rouge

Pour celui qui a eu l'occasion d'effectuer une virée au marché des viandes à Sougueur ou au souk hebdomadaire de bétail de Tiaret, il ne peut certainement pas rester indifférent à la baisse sensible que connaît ce produit, tant les prix ont nettement régressé pour osciller entre 350 et 400 DA le kilogramme.

Cette revue à la baisse du prix de la viande s'explique à n'en point douter par le manque de pluviométrie et la cherté de l'aliment considérée comme un véritable casse-tête pour les éleveurs contraints de céder leur cheptel à des sommes très abordables pour ne pas dire rarement égales comme c'est le cas de l'agneau vendu ce lundi à Tiaret entre 6 000 et 9 000 DA.

Mourad Benameur

Le P-DG de l'EGT-Centre nous écrit

En réponse à votre article intitulé «Les travailleurs de l'hôtel Djurdjura de Tijkda protestent» publié dans votre quotidien daté du lundi 28 avril 2008 en page 6, je tiens à vous apporter les précisions suivantes :

L'hôtel Djurdjura a été transféré au ministère de la Jeunesse et des Sports par résolution du Conseil des participations de l'Etat en date du 17 janvier 2006.

Cette résolution prévoit entre autres :
- Le maintien des effectifs en place (36 agents) avec garantie des avantages acquis en termes de rémunération et de droits.

- Préservation pour la clientèle du bénéfice de l'accès à la station. Les travailleurs ont été informés de ces dispositions en temps utile.

Les affirmations contenues dans l'article en cause comme :

«Le P-DG... menace de porter plainte contre eux au cas où ils refuseraient de quitter le site» sont sans fondement, voire même mensongères.

Les travailleurs ont empêché sans aménité les services du cadastre de la wilaya de Bouira en mission officielle de procéder à la délimitation du site de l'hôtel en application d'une décision des pouvoirs publics. Je n'ai fait qu'attirer leur attention sur la gravité de cet acte irréflectif et illégal, contraire à leurs intérêts.

Le P-DG de l'EGT-Centre